

Turquie : Le « processus d'İmralı », nouvel espoir de résolution de la question kurde ?

samedi 19 janvier 2013, par [Jean Marcou](#)

La visite qu'Ahmet Türk (l'ex-leader du DTP et député kurde indépendant - photo dessous à gauche) et la députée du BDP Ayla Akat Ata (photo dessous à droite), ont effectué le 3 janvier dernier sur l'île d'İmralı, au leader du PKK, Abdullah Öcalan, qui y purge une peine d'emprisonnement à vie, a-t-elle initié un nouveau processus de règlement de la question kurde en Turquie ? Beaucoup d'observateurs osent le croire actuellement eu égard aux espoirs qu'a suscités la nouvelle.

A la fin de l'année 2012, à l'occasion d'émissions de télévision, Recep Tayyip Erdoğan puis son conseiller Yalçın Akdoğan, ont reconnu que les pourparlers avec le leader du PKK emprisonné que l'on croyait gelés, étaient de nouveau à l'ordre du jour. L'importance de cette révélation a été quelque peu atténuée par le fait qu'elle est intervenue au moment même où avait lieu la célébration du premier anniversaire du drame d'Uludere qui consacrait aussi malheureusement un an d'incapacité des autorités turques à conduire une enquête transparente (cf. notre édition du 30 décembre 2012 : « [Uludere, le dossier noir kurde de l'AKP ?](#) »). Mais l'idée que tout espoir n'est pour autant pas perdu a peut-être été ravivée paradoxalement, au même moment, par la disparition brutale de Şerafettin Elçi, une personnalité kurde unanimement respectée (député de Diyarbakır et leader du KADEP - *Katılımcı Demokrasi Partisi - Parti de la participation démocratique*), qui a toujours proclamé sa foi en une solution politique, et dont les obsèques au Parlement à Ankara ont été l'occasion de voir le premier ministre se recueillir aux côtés du leader de l'opposition, Kemal Kılıçdaroğlu et des principaux dirigeants politiques kurdes (Ahmet Türk, Selahattin Demirtaş...)

Quoiqu'il en soit, dans le sillage du déplacement d'Ahmet Türk et d'Ayla Akat Ata à İmralı, on n'a pas manqué d'observer une forte effervescence politique. Kemal Kılıçdaroğlu a fait, le 5 janvier, une déclaration bienveillante à l'égard du gouvernement, « en le créditant d'une nouvelle chance pour résoudre la question kurde ». La remarque n'a été sans irriter le premier ministre, qui a jugé le propos prétentieux, mais le chef du gouvernement n'en a pas moins convié le CHP à travailler aux côtés du gouvernement à la recherche d'une solution. On remarquera par ailleurs que le MHP, rarement en manque de tirades nationalistes quand on évoque la question kurde, s'est fait plutôt discret ces derniers temps. Et ce, alors même que la co-leader du BDP, Gülten Kışanak, a eu parallèlement des contacts avec Zübeyir Aydar, le président du Kongra-Gel Kurdistan, qui exilé à Bruxelles, est de fait considéré comme le leader politique du PKK. On ajoutera à ces nouvelles encourageantes que le « processus d'İmralı » a été chaudement salué par le leader kurde irakien Massoud Barzani, et qu'Aydın Doğan, le président honoraire du célèbre groupe médiatique du même nom, a recommandé à ses journalistes de prendre l'affaire très au sérieux, et de privilégier un « langage de paix » sur la question dans les jours à venir.

Une hirondelle ne fait certes pas le printemps, et les déclarations qu'a faites Recep Tayyip Erdoğan, le 6 janvier, avant de s'envoler pour une tournée africaine qui doit le conduire successivement au Gabon, au Niger et au Sénégal, ont temporisé l'optimisme ambiant. Le premier ministre a annoncé, en effet, qu'il n'y aurait pas d'amnistie pour ceux qui ont été engagés dans des activités terroristes, et il a démenti les rumeurs d'un changement de statut de la détention d'Abdullah Öcalan, notamment l'idée d'une simple assignation à résidence du leader du PKK. Recep Tayyip Erdoğan s'est également employé à dissiper l'impression selon laquelle serait en marche un nouveau processus, rompant avec les méthodes

antérieures. Selon lui, il s'agit ni plus ni moins de la reprise du processus antérieur qui avait été notamment marqué, il y a deux ans et demi, par la tenue de rencontres informelles à Oslo, entre le PKK et les services de renseignements turcs (MİT). Le premier ministre n'a ainsi pas exclu que de telles rencontres puissent de nouveau avoir lieu à Oslo ou dans une autre ville. Outre le déplacement de Ahmet Türk et Ayla Akat Ata à İmralı, le processus en cours a d'ailleurs surtout consisté en la reprise d'entretiens entre Abdullah Öcalan et le chef du MİT, Hakan Fidan.

Est-on bien entré dès lors dans une phase réelle de négociations sur la question kurde susceptible de déboucher sur une solution politique ? L'expérience antérieure nous a appris à être prudent. Depuis que l'AKP est au pouvoir, plusieurs annonces spectaculaires ont eu lieu. La plus connue est sans conteste la fameuse « Ouverture démocratique » de 2009 (cf. notre édition 14 novembre 2009 : « [La question kurde débattue devant le Parlement turc.](#) »), qui s'est enlisée suite à la dissolution du DTP par la Cour constitutionnelle (cf. notre édition du 13 décembre 2009 : « [La Cour constitutionnelle turque a dissous le DTP.](#) ») et à l'ampleur prise par le procès du KCK (cf. notre édition du 6 juillet 2012 : « [Ouverture du procès du KCK à Silivri et inconstances gouvernementales](#) »). Les deux dernières années ont donc été marquées par la reprise d'affrontements meurtriers réguliers entre l'armée turque et la guérilla du PKK, même si l'on observe une certaine accalmie depuis l'automne dernier.

Pour réussir, le processus en cours (*qu'il soit considéré comme nouveau ou comme réactivé...*) doit ouvrir sur une solution politique à la question kurde qui soit acceptable non seulement par le gouvernement, mais aussi par l'opinion publique turque. Il ne s'agit pas en l'occurrence que de réformer la citoyenneté et d'inventer des solutions institutionnelles régionalistes ou autonomistes, mais aussi de surmonter des questions symboliques qui conditionnent depuis toujours un règlement. Au premier rang de ces questions figure celle de savoir si le gouvernement doit engager une négociation officielle avec le PKK et s'il doit assouplir la détention d'Abdullah Öcalan. Certes, le premier ministre semble avoir d'emblée exclu les deux hypothèses, mais dès lors que le gouvernement a repris des pourparlers officieux avec l'organisation rebelle, on comprend que certains espoirs soient permis. Quant à Abdullah Öcalan, bien que l'on puisse penser qu'il n'est plus véritablement celui qui dirige l'organisation, il reste malgré tout incontournable. Dans une interview sur la chaîne NTV, le conseiller du premier ministre Yalçın Akdoğan le reconnaissait lui-même en déclarant : « *Abdullah Öcalan est toujours l'acteur le plus important dans la recherche d'une solution. Nous savons que l'organisation le frustré en utilisant son nom et en retirant des bénéfices de temps à autres. Il est en prison depuis très longtemps et il ne lui est plus possible de commander concrètement l'organisation. Mais il reste son cœur émotionnel.* » En tout cas il suffit de lire les unes du quotidien kurde d'Istanbul Özgür Gündem pour comprendre à quel point un assouplissement des conditions de détention du leader du PKK, serait considéré comme un geste significatif.

Sources

[Le « processus d'İmralı », nouvel espoir de résolution de la question kurde ?](#)

OViPoT - Par Jean Marcou, lundi 7 janvier 2013